

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, j'ai vérifié ce que je voulais savoir. J'ai eu la confirmation qu'aucun pouvoir n'est prévu jusqu'à la déclaration d'état d'urgence, et le ministre n'est pas disposé à admettre que nous sommes actuellement en état d'urgence.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de Brant. Pourrait-on avoir un peu d'ordre, s'il vous plaît. Les échanges de part et d'autre font qu'il est très difficile au député qui a la parole de poser sa question, et aux autres de l'entendre.

* * *

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LE BILL ONTARIEN CONCERNANT LES ENSEIGNANTS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur l'Orateur, ma question se rattache à celle que j'ai posée au ministre de la Justice lundi. Comme le bill 274 a maintenant franchi l'étape de la deuxième lecture de l'assemblée législative de l'Ontario et comme des parties du bill sont contraires aux libertés civiles, à savoir les travaux forcés, le ministre est-il maintenant en mesure de recommander le rejet de cette loi provinciale?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, la question est nettement hypothétique comme le rejet peu difficilement s'applique à ce stade-ci. Le gouvernement a pour attitude générale que le rejet est un pouvoir plutôt extraordinaire qui doit servir dans des circonstances spéciales. Les façons ordinaires de s'attacher aux lois des provinces sont prévues dans le processus politique des provinces.

M. Blackburn: Le ministre a-t-il communiqué avec son homologue provincial au sujet de la légalité du bill 274?

M. Lang: Non, monsieur l'Orateur.

* * *

[Français]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

ON DEMANDE SI L'ONTARIO EXIGE UN REMBOURSEMENT À L'ÉGARD DE L'USAGE DE SA PROPRE SÛRETÉ PLUTÔT QUE DE LA GRC

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable solliciteur général.

Peut-il dire si le gouvernement de l'Ontario lui a fait une demande comme celle qui lui a été adressée par le gouvernement de Québec concernant le remboursement d'une partie des sommes d'argent qui servent à la Gendarmerie royale du Canada, alors que le Québec et l'Ontario ont leur propre sûreté provinciale?

[Traduction]

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Non, monsieur l'Orateur.

[Français]

M. Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Questions orales

Le ministre a-t-il conseillé au ministre de la Justice du Québec d'intégrer la Sûreté du Québec à la Gendarmerie royale du Canada, afin de permettre à cette province de récupérer les 362 millions de dollars réclamés du gouvernement fédéral?

[Traduction]

M. Allmand: Non, monsieur l'Orateur.

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

PÉTROLE—L'OPPORTUNITÉ DU RECOURS À CERTAINES LOIS STATUTAIREES POUR LA RÉPARTITION EN CAS DE PÉNURIE

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, j'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce une question qui complète celle qu'a posée le chef de mon parti. Pourquoi le ministre et le gouvernement n'ont-ils pas invoqué les dispositions de la loi sur les licences d'exportation et d'importation, la loi sur l'Office national de l'énergie, la décision prise par la Cour fédérale du Canada dans l'affaire Calafail pour distribuer et répartir certaines denrées, en cas de pénurie comme le gouvernement a le droit de le faire conformément à ces lois et à la suite de ce litige.

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, le député découvrira...

Des voix: Gillespie, Gillespie!

M. Fairweather: Nous voulons une réponse de l'autre ministre.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, le député découvrira que la loi sur les licences d'exportation et d'importation ne donne pas ce pouvoir.

● (1500)

M. Baldwin: Le ministre augmentera-t-il son mince bagage de connaissances juridiques en consultant ses conseillers juridiques? Selon le jugement rendu dans l'affaire Calafail, ce pouvoir existe. Cependant, le gouvernement actuel n'a pas eu le courage d'agir.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

PÉTROLE—L'ENQUÊTE SUR LA PÉNURIE DANS CERTAINES LOCALITÉS—LES DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le ministre a-t-il fait procéder à une enquête nationale en vue de savoir quelles localités ont de la difficulté à s'approvisionner et à quel point? Dans ce cas, peut-il informer la Chambre de ses conclusions?